

Le grand bond en avant vers une Europe à l'Allemande serait-il en Marche ?



Le soudain retrait d'Angela Merkel a pu être analysé par la presse allemande comme un moyen de couper l'herbe sous le pied de ses opposants internes à la CDU, incarnés par la candidature de Friedrich Merz, soutenu notamment par l'emblématique Wolfgang Schäuble.

Avec Edouard
Husson

Atlantico : Voici quelques jours, Merz signait -entre autres dont Juergen Habermas- une tribune soulignant l'importance d'une Europe unie. Faut-il s'attendre au retour politique du fédéralisme européen - qui avait disparu ces derniers mois- ?

Edouard Husson : En ce qui concerne votre première question, Angela Merkel ne maîtrise plus rien. En fait, son déclin a commencé avec l'attentat de Berlin à Noël 2016. Rappelons-nous cette image frappante : la Chancelière ne trouvait pas ses mots, devant les caméras, pour réagir à un attentat qui signait la naïveté de sa décision de laisser accueillir sans aucun filtre, à l'automne 2015, pendant une bonne dizaine de semaines, toute personne qui se présentait à la frontière comme réfugié. Depuis lors, Angela Merkel n'en finit pas de perdre le pouvoir. C'est ce dont Emmanuel Macron ne s'est pas rendu compte, persuadé qu'il était de la solidité de la Chancelière. Entre mai 2017 et juin 2018, Angela Merkel l'a fait poireauter – mais il faut bien comprendre qu'elle ne pouvait pas faire autrement. Une des erreurs de Macron a été de ne pas en profiter pour (faire) développer systématiquement des réseaux au Bundestag et dans l'ensemble des Länder. Le réémergence de Friedrich Merz montre bien qu'il existait des alliés potentiels. Parmi les principaux signataires de la tribune dont vous parlez, il y a des personnalités comme l'ancien Ministre-président de Hesse, Roland Koch ou l'ancien ministre des Finances de Gerhard Schröder, Hans Eichel.

Quelle est la nature de ce fédéralisme, qui avait pu être porté dans le passé par Wolfgang Schäuble- et qui avait pu être critiqué comme étant une vision d'une Europe non allemande mais "à l'allemande" ?

Tout cela est très ambigu. Je laisse de côté la rhétorique du style « L'Europe c'est la paix » (alors que c'est l'esprit de paix de 1945 qui a permis la construction européenne et non le contraire). Oublions aussi la naïveté des déclarations sur un marché européen pur et parfait (les systèmes éducatifs sont-ils à ce point efficaces que n'importe quel écolier ou étudiant européen puisse sérieusement envisager d'aller travailler ou de créer son entreprise là où il en a envie ?). Laissons de côté l'éternelle référence à Emmanuel Kant et son traité de la paix perpétuelle : on oublie toujours que le titre « Zum ewigen Frieden » avait été inspiré à Kant par le nom d'une auberge située en face d'un cimetière – la paix du cimetière ! Et ne rions pas quand un texte plein de composition pacifique en appelle à une armée européenne (pour faire la guerre à qui ?)

Concentrons-nous sur le passage du texte consacré à l'euro. Les signataires ont bien conscience, sans arriver à le formuler clairement, que l'euro n'est pas une vraie monnaie comme l'était le deutsche mark. Une vraie monnaie implique, en zone monétaire non optimale, la possibilité de transferts financiers pour compenser des disparités régionales, l'émission d'obligations monétaires européennes etc.... Le texte appelle à esquisser le début d'une amorce de commencement de quelque chose qui se rapprocherait d'une monnaie au sens plein du terme pour la zone euro. Comment comprendre alors que Friedrich Merz puisse avoir le soutien de l'inflexible Wolfgang Schäuble tout en se ralliant à l'idée d'un (petit) budget européen ? En fait, il faut se rappeler que Schäuble n'est pas contre, pourvu que cela implique un accroissement du contrôle des budgets nationaux.

Cette vision n'est-elle pas justement celle prônée par Emmanuel Macron ? En quoi une victoire de Friedrich Merz pourrait-elle conduire à une mort de la coalition actuelle en Allemagne et à une forme de lune de miel entre Paris et Berlin ? Avec quelles conséquences ?

Si Friedrich Merz est élu à la tête de la CDU, ce qui est probable vu qu'il a toujours combattu Angela Merkel et qu'il a le soutien de Wolfgang Schäuble, Emmanuel Macron va se dire que cela valait la peine d'être patient. Et les gazettes vont le répéter après lui. En fait, la réalité sera sans aucun doute beaucoup plus contrastée. D'abord, il faut prendre garde au fait que les principaux signataires de la tribune en faveur de l'Europe, tels Roland Koch et Hans Eichel, sont des chevaux de retour ; sans parler de l'admirable mais très âgé Jürgen Habermas. Ensuite, il est évident que Merz a signé cette tribune pour se rallier tous les nostalgiques de la grande période de l'amitié franco-allemande dans la lutte pour la présidence de la CDU qui s'annonce. Mais il n'ira jamais contre la ligne Schäuble. Et puis, s'il est élu, il obtiendra rapidement le départ d'Angela Merkel et entrera en négociation avec le FDP pour une nouvelle coalition. Or le FDP ne veut pas du plan Macron. La lune de miel est peu probable.

Il est cependant vraisemblable qu'Emmanuel Macron ne comprenne pas qu'il faille laisser les Allemands entre eux, régler leurs comptes dans l'après-Merkel. Le jeu politique allemand va être trouble pendant de longs mois. Pour un président français, il n'y a que des coups à prendre. Or on peut redouter que, loin de comprendre qu'il est de trop alors que la famille va laver son linge sale, Emmanuel Macron s'impose à un dîner auquel il n'est pas vraiment invité, qui plus est en amenant force cadeaux pris dans les bijoux de famille (pensons aux rumeurs qui circulent sur le partage du siège français au conseil de sécurité ou sur l'européanisation de la dissuasion nucléaire française). Imaginez-vous ce que cela donnera quand la dispute de famille commencera ? Mais peut-être le président français a-t-il une vocation de bouc émissaire, désireux de réconcilier les Allemands contre lui.